

10. Réseau «Sortir du nucléaire»

Présentation générale

Le jeune réseau «Sortir du nucléaire» est né en France en octobre 1997, suite à la fermeture annoncée de Superphénix et l'abandon du site du Carnet en Loire-Atlantique, au moment de l'arrivée d'une représentante des Verts, Dominique Voynet, au gouvernement Jospin.

Il s'agit en fait d'un collectif d'associations antinucléaires (bien que des particuliers peuvent également y adhérer) dont l'objectif affiché est de coordonner les actions de ces groupes locaux afin d'obtenir l'abandon du nucléaire en France. Donc une stratégie de guerrilla et de harcèlement inspirée des modèles «Greenpeace» et «Européens contre Superphénix».

Parmi les quelque 250 associations signataires de la charte du réseau à ce jour, on retrouve pratiquement tout ce que la France compte d'associations antinucléaires : Greenpeace, FRAPNA, le MEI, WISE, le CRILAN, la Coordination nationale contre l'enfouissement, les Européens contre Superphénix, etc. Il faut toutefois signaler que la multiplication du nombre de groupes est un outil de propagande. En effet, par exemple, chaque section locale du parti des Verts est adhérente ce qui représente déjà une petite centaine de membres...

Le réseau a publié un bilan financier pour la période du 1^{er} novembre 1997 au 30 août 1998. Le montant des recettes y est d'environ 1,1 million de francs, dont 43% proviennent de dons. Au chapitre des dépenses, on trouve un montant total d'environ 930 000 francs dont 41,1% sont consacrés à l'édition de matériel pour les campagnes du réseau.

Liens politiques

Il semble que le réseau reprenne à son compte un argument de propagande qui a déjà délégué des scènes de violence dans le passé : l'idée selon laquelle la défense du nucléaire serait apparentée à un comportement de fasciste ou de nazi ! Rappelons que le 30 juillet 1977, une manifestation contre Superphénix a dégénéré en faisant un mort. Dans les semaines qui avaient précédé, la presse écologiste de l'époque avait jeté de l'huile sur le feu : *La gueule ouverte* avait qualifié Superphénix d'*Auschwitz nucléaire*, et avait appelé à la violence. Ainsi dans le n°141, le rédacteur en chef qui signa courageusement «Arthur» écrivait :

«L'EDF est une version moderne et avenante du fascisme et doit être traitée comme telle (...) ceci nous amène au débat sur le terrorisme et la violence (...). Le "terroriste"

est un "résistant" à qui l'histoire n'a pas encore rendu hommage. On ne vaincra pas en condamnant les attentats, mais en soulignant la justesse de leurs objectifs.»

Les pionniers communistes du nucléaire français tels que les Joliot-Curie, pour qui le nucléaire était une chance pour le tiers monde d'avoir enfin droit au développement, grâce à une énergie abondante, peuvent se retourner dans leurs tombes...

Ce qui nous laisse présager l'éventualité d'une telle évolution du réseau est tout d'abord que des représentants de la partie violente de l'extrême-gauche, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) font partie du réseau. Par ailleurs, on trouve dans les sources d'information de Pascal Braud du réseau, des références au journal *Politis* et surtout au Réseau Voltaire.

Le Réseau Voltaire, fondé en 1994 par Thierry Meyssan, a pour vocation officielle de lutter contre l'intolérance et l'extrême-droite. Il réalise en fait un trait d'union entre :

- des mouvements écologistes (Greenpeace-France, Robin des bois, etc.) ;
- des mouvements pour la légalisation de la drogue (CIRC, Act-up, ASSUD, Limiter la casse, etc.) ;
- l'extrême-gauche violente (Scalp-reflex, No passaran, EZLN, etc.) ;
- des associations «des droits de l'homme» (AEC, Amnesty, etc.) ;
- des médias (*Maintenant*, *Politis*, *Charlie Hebdo*, etc.) ;
- des partis politiques (les Verts, les Radicaux de gauche, etc.).

On voit donc le réseau Voltaire jouer le rôle de source «d'information» pour cet ensemble de groupes à la manière de WISE pour le mouvement antinucléaire.

Le réseau à l'action dans la Meuse

Les 30 et 31 mai 1998, l'un des membres du réseau «Sortir du nucléaire», la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires a organisé un rassemblement à Bure dans la Meuse, contre le projet de l'ANDRA de laboratoire de recherche sur l'enfouissement des déchets radioactifs (le site de Bure qui était alors pressenti parmi d'autres a finalement été retenu).

Cette opération avait été préparée plus de six mois à l'avance par le réseau et représentait un budget d'environ 1 million de francs. En dehors de l'opération «Terre vivante» au cours de laquelle il était prévu d'inviter les manifestants à semer 100 000 grains de blés sur un terrain voisin de celui de l'ANDRA, une grande fête se déroulait pendant les deux jours à 30 km de là, au cours de laquelle est intervenu tout ce que le petit monde antinucléaire français compte de personnalités (CRII RAD, Verts, GSIEN, WISE, Greenpeace, etc.).

L'événement n'a pourtant pas été à la hauteur des espérances puisque sur les 10 000 personnes attendues, 2 500 environ sont venues. Deux faits sont cependant à signaler sur cet exemple pour mettre en évidence le fossé qui sépare les écologistes de cette nature qu'ils prétendent protéger.

- Le projet a le soutien des élus locaux qui représentent l'un des milieux les plus ruraux du pays. A ce sujet, certains d'entre eux ont écrit un communiqué de presse qui disait : «(...) planter du blé au 31 mai, alors que les semailles sont avant l'hiver, c'est comme aller planter des palmiers au Pôle Nord ! Que ces prétendus écologistes commencent par apprendre ce qu'est la nature avant de vouloir donner des leçons.»

- Des actes de vandalisme ont été commis quelques jours avant le rassemblement : du désherbant a été jeté dans des champs cultivés à proximité, de

manière à faire apparaître des dessins de cinq à dix mètres de diamètre représentant le trèfle nucléaire. Les quantités de déherbant utilisées sont dérisoires, mais lorsque l'on voit Greenpeace provoquer des scandales à La Hague pour des niveaux de radioactivité encore plus dérisoires, on ne peut que constater l'incohérence des antinucléaires.

Que faut-il conclure de cet échec ? L'impuissance du réseau à mobiliser contre le nucléaire ? Peut-être. Son impuissance à faire sortir la France du nucléaire ? Il serait téméraire de croire cela ; en effet, c'est le harcèlement associatif contre Superphénix et son relais favorable dans la presse qui a eu raison du surgénérateur ; ce n'est pas la population française qui a provoqué cette décision, mais une minorité déterminée.